



LE COLLECTIF DES CITOYENS DE MAYOTTE

Mamoudzou, le 10 octobre 2019

Affaire suivie par : Mme Safina SOULA ABDALLAHI

Courriel : safinasoula@yahoo.fr

Tel : 0639 24 68 25

Objet : Demande de rencontre

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président,

Après quelques semaines de rumeurs, nous venons d'avoir la confirmation que vous effectuerez une visite dans l'océan Indien et que vous serez à Mayotte le 22 octobre 2019 pour une visite de 24 heures. Nous vous écrivons donc pour vous demander de bien vouloir réserver une ou deux heures de votre visite pour vous entretenir avec les responsables du Collectif des Citoyens de Mayotte.

Le Collectif des Citoyens de Mayotte est ce collectif de diverses associations de la société civile qui a été à la tête du mouvement qui a secoué Mayotte pendant deux mois, en février et mars 2018, appuyé par l'Intersyndicale. Pendant les deux mois qu'a duré ce mouvement, nous n'avons eu droit à aucune déclaration de votre part. La seule grande réaction que nous avons eue de la part du gouvernement a été l'invitation des élus de Mayotte à Matignon, à l'exclusion du Collectif des Citoyens de Mayotte et de l'Intersyndicale, pour écouter un début de réponse donnée par le Premier Ministre, sur la base de préconisations d'experts envoyés à Mayotte et qui ont pris soin d'éviter autant que faire se peut, de discuter avec le Collectif.

Naturellement, cette invitation a été faite en direction d'élus qui étaient restés éloignés du mouvement, certains présents à cette réunion parce qu'ils étaient juste préparés pour applaudir et chanter les louanges du gouvernement, sans aucune forme de concertation avec les responsables du Collectif et de l'Intersyndicale, ni avant de se rendre à Matignon, ni à leur retour à Mayotte.

Par la suite, nous avons eu droit à un « Plan d'action pour l'avenir de Mayotte » loin de nous satisfaire, présenté par la Ministre des outre-mer lors de sa visite du 13 au 15 mai 2018 après une réunion de pure forme avec le Collectif qui n'avait aucune idée du contenu de ce plan pendant la réunion en question, puis à un contrat de convergence et de transformation censé reprendre et amplifier les mesures contenues dans ce plan, dont nous n'avons découvert le contenu qu'après sa signature.

Après la signature de ce contrat de convergence, la ministre des outre-mer est revenue à Mayotte nous expliquer que le gouvernement a fait un effort sans précédent en présentant un contrat partenarial de 1.6 milliard d'euros, tout en criant à tue-tête que l'explication du sous-développement de Mayotte et du manque de perspectives de développement réside dans son manque d'ingénierie. Autant vous dire que cette histoire de manque d'ingénierie est devenue à Mayotte un sujet de dérision dans les places publiques, pendant que les élus proches du gouvernement la répètent comme pour s'en convaincre eux-mêmes, creusant ainsi encore plus le fossé entre eux et la population.

Monsieur le Président,

La Guyane a été secouée par un important mouvement en mars et avril 2017, soit une année avant que Mayotte ne s'embrace à son tour. Vous avez été élu le 7 mai 2017 et avez pris vos fonctions le 14 mai 2017. Vous n'avez pas tardé à vous rendre en Guyane, 5 mois après votre prise de fonction, témoignant ainsi de votre prise de conscience des enjeux qui se posent sur ce territoire français des Amériques.

Il est plus qu'évident que la situation de Mayotte, ce territoire français de l'océan Indien au carrefour d'énormes enjeux économiques et géostratégiques, est à beaucoup d'égards similaire à la situation de Guyane et que les enjeux économiques et sociétaux posés en Guyane ont la même importance que ceux qui sont posés à Mayotte. C'est la raison pour laquelle nous avons pensé que nul besoin était pour nous de demander à nous entretenir avec vous ; vous alliez prendre vous-même l'initiative de parler avec nous, au vu de l'ampleur du mouvement de février-mars 2018 et du fait que la marmite

continue de bouillir. Mais il semble qu'à cette date, l'agenda de votre visite ne prévoit pas une telle rencontre. En tout état de cause, le préfet, représentant l'Etat et le gouvernement à Mayotte ne nous a pas contacté et nous n'avons pas non plus été contactés par les services de l'Elysée.

Ce courrier est donc une demande de rendez-vous avec vous, pour ce mardi 22 octobre 2019, à l'heure, au lieu et au format que nous indiquerons vos services.

Monsieur le Président,

Nous avons suivi nombreux de vos discours, prononcés dans l'Hexagone, en Europe, pendant les sommets internationaux et autres réunions à l'échelle internationale, et surtout vos discours prononcés sur les outre-mer et lors de visites en outre-mer. Nous partageons beaucoup des idées et des convictions exprimées dans ces discours. Mais il se trouve qu'à Mayotte, les faits vécus sont en totale contradiction avec ces idées et ces convictions et, plus qu'avant, Mayotte s'enfonce dans le désespoir et la colère des Mahorais va grandissante.

A titre d'illustrations, nous prendrons quelques exemples que nous développerons lors de notre rencontre.

L'immigration clandestine augmente à un rythme accéléré, à la fois en nombre et en origines, menaçant les équilibres fragiles que nous avons et dégradant l'environnement, le système éducatif, le système de santé et l'urbanisme. Et Mayotte, porte d'entrée de la France et de l'Europe, fonctionne comme un sas, enfermant une misère extrême cherchant un mieux-vivre et créant ainsi sur notre sol un immense quart-monde à ciel ouvert, et forçant l'Etat à ghettoïser Mayotte pour tenter de cacher cette misère accumulée par l'inefficacité de la surveillance des frontières depuis au moins le début des années 1990.

L'économie de Mayotte, censée croître à un taux similaire à celui des pays émergents, cache en réalité une économie de prédation et les terribles inégalités qui s'ensuivent, en particulier une sorte de plafond de verre qui empêche les entrepreneurs locaux de se développer depuis des décennies, par un laisser-aller de la justice sur la corruption, bien souvent en collusion avec des fonctionnaires de l'Etat.

Le niveau de l'aménagement du territoire, le niveau des retraites, des indemnités de chômage, des prix, des prestations sociales, du capital humain, de la nutrition, des équipements, etc., reflète un niveau de discrimination de Mayotte à l'intérieur de la

France, indigne de notre temps, en cette fin de la 2ème décennie du 21ème siècle, dans le 3ème millénaire.

Les relations entre l'Etat et les collectivités locales sont de type dominant-dominées, ce qui a fait dire à un préfet de Mayotte en 2012, parlant de libre administration des collectivités locales, que « *sans l'Etat, la seule liberté qu'ont les collectivités territoriales de Mayotte est de crever* ». C'est probablement cette même conviction qui pousse aujourd'hui l'Etat à tuer la décentralisation, à éliminer ou contrôler toutes les structures de Mayotte (SMIAM, SIM, SIEAM, etc.) et à tout recentraliser (l'exemple le plus récent étant celui des fonds européens).

Pendant que l'Etat crie au « *manque d'ingénierie* », sur un territoire français comme si la France venait de découvrir ce territoire, l'élite mahoraise est décimée et sa voix est remplacée par la voie d'experts venus de Paris nous expliquer ce qui est bien pour nous et ce qui ne l'est pas, et ce que nous devons comprendre, sur les enjeux majeurs tels que l'aménagement du territoire, l'avenir de l'aéroport avec sa piste longue, l'avenir du port, une voie express contournant Mamoudzou ou un pont reliant la Grande Terre et la Petite Terre, pour ne citer que ces projets, allant jusqu'à nous infantiliser avec des histoires de dugong à dormir debout, contées par un ministre en réponse à une députée de Mayotte en pleine séance de l'Assemblée Nationale !

Bien d'autres exemples expliquant notre profond malaise sont évoqués par la population, mais la liste serait trop longue à évoquer dans ce courrier.

La réalité ne vous est contée ni par la représentation de l'Etat et du gouvernement à Mayotte, ni par les parlementaires proches du gouvernement, ni même par les élus locaux. Et pour cause !

Les parlementaires ont juste à cœur de soutenir le gouvernement, selon une doctrine propre aux partis politiques, qui veut que tout le monde doit être solidaire.

Quant aux élus locaux, ils sont carrément confrontés à un phénomène rare dans les démocraties et dans le monde civilisé : ils craignent les préfets, représentant l'Etat et le gouvernement, qui peuvent les convoquer, les engueuler et les menacer de représailles s'ils ne se soumettent pas à la volonté de l'Etat. Ils sont réduits à une forme de docilité et de mendicité, indigne de la République et de sa devise « Liberté- Egalité-Fraternité ».

A juste titre Monsieur le Président, vous privilégiez le contact et le suivi des dossiers avec les élus. Nous comprenons parfaitement cette attitude du chef d'un Etat démocratique. Mais vous ne pouvez pas ignorer un fait, que par ailleurs vous laissez

entendre de façon subtile et avec une certaine malice : les élections à Mayotte, territoire dans lequel les déterminants d'une élection se situent souvent au-delà du jeu purement démocratique, ne donnent pas nécessairement des élus représentatifs des intérêts de leurs électeurs. Même plusieurs représentants de l'institution judiciaire ont relevé dans des déclarations publiques les manœuvres de type financier qui ont lieu pendant les campagnes électorales, dans un territoire où le niveau de pauvreté est particulièrement élevé, plaçant plus de 4 ménages mahorais sur 5 en dessous du seuil de pauvreté.

D'abord en 2011, une grande grève a secoué Mayotte contre la vie chère. Ensuite, en 2018, un mouvement d'une grande ampleur, ayant mobilisé chaque Mahorais pendant des semaines sur les barrages, a donné un signal clair : la population n'en peut plus et se lève pour prendre en main son destin, en ne comptant plus sur les élus pour porter leur parole. Cette population va même jusqu'à expulser des élus (parlementaires, élus départementaux et maires) d'un lieu de réunion et jusqu'à huer des parlementaires et un préfet à une réunion de commémoration. Ce fait nouveau, jamais connu dans l'histoire politique de Mayotte où les dirigeants politiques étaient plutôt suivis les yeux fermés, signale une profonde exaspération, de moins en moins contenue.

La position rigide du gouvernement, consistant à répéter à longueur de journées qu'il ne discutera qu'avec les élus qui seraient les représentants légitimes des Mahorais quand tout montre que la rupture des Mahorais avec ses élus est consommée, est vécue comme une défiance envers les manifestants de février-mars 2018, dont la méthode a été précurseur du mouvement des gilets jaunes, mais jusqu'ici, non violent.

Monsieur le Président,

Le jour de votre arrivée, la population de Mayotte française accueillera son président, le président de la République Française. Mais cette population traitée en marge de la République, mise sous tutelle au sens de la relation entretenue avec un majeur incapable, qui se sent discriminée et à plein d'égards méprisée, vous accueillera avec l'expression de ces douleurs vécues.

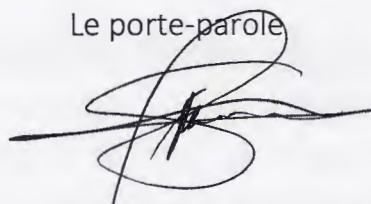
Nous osons croire que vous aurez à cœur d'entendre ce cri, ces cris, et que vous aurez à cœur d'en saisir la quintessence. Ce voyage, au plus près de la population, est peut-être l'occasion d'écouter et d'entendre ce que l'on ne vous dit pas à Paris. Et ce que l'on ne vous dit pas et qui désespère les Mahorais s'accumule en bouillant comme au fond

d'un volcan, jusqu'à ce qu'un jour, ça explose, avec des effets plus ou moins maîtrisables.

Tous les reportages et documentaires des médias, tous les articles de la presse présentent la situation de Mayotte en la qualifiant de « *poudrière* ». Le mouvement de février-mars 2018 était juste la manifestation spontanée de cette poudrière, avec un certain manque de préparation et de planification. La réponse donnée, de la façon la plus technocratique qui soit, est déjà vécue comme un leurre par les Mahorais qui ne croient plus aux sommes annoncées pendant que les projets sont enterrés un à un. Et pendant que le gouvernement et les élus proches du gouvernement parlent de « *manque d'ingénierie* » pour justifier le sous-développement chronique de Mayotte en oubliant que cette île est française depuis près de deux siècles, la décentralisation est mise à mal et les structures de Mayotte sont décimées une à une, faisant croire à une recolonisation d'un territoire déjà géré comme un vestige colonial, en marge de la République.

Comptant sur votre compréhension des enjeux posés à votre visite sur ce magnifique petit territoire français de l'océan Indien qui ne demande qu'à être pleinement française et européenne, nous vous prions, Monsieur le Président de la République, de recevoir nos salutations les meilleures.

Pour le Collectif des Citoyens de Mayotte,
Le porte-parole



Saïd MOUHOUDHOIRI